

Rapport sur le thème : prêt de main d'œuvre entre deux entreprises appartenant au même secteur d'activité

1. Définition

Le prêt de main d'œuvre, c'est la pratique qui consiste pour un employeur de mettre à disposition d'un confrère, d'une manière provisoire et sans but lucratif, des salariés permanents de son entreprise :

- Soit car il connaît une baisse conjoncturelle d'activité et qu'il ne veut pas licencier ses salariés inoccupés ;
- Soit pour des raisons d'entraide technique.

2. Les conditions de validité

Le prêt de main d'œuvre n'est possible qu'entre les entreprises de la même profession. Il est admis à titre exceptionnel, c'est à dire qu'il ne peut être que provisoire et ne peut dissimuler une mutation.

De plus, le prêt de main d'œuvre ne doit pas être à but lucratif. L'entreprise prêteuse ne doit pas faire de bénéfices sur son prêt. Elle ne peut facturer à l'entreprise emprunteuse que le coût réel de l'opération (salaires et charges sociales).

3. Les règles de prêt de main d'œuvre

Le contrat de travail entre l'entreprise prêteuse et le salarié prêté subsiste pendant toute la durée du prêt de main d'œuvre. L'entreprise prêteuse reste l'employeur du salarié prêté et c'est elle qui verse les charges sociales. Le salarié prêté conserve ses avantages acquis, l'ensemble des dispositions contractuelles continue sauf en matière de durée du travail si l'entreprise emprunteuse pratique un horaire différent de celui de l'entreprise prêteuse.

Ensuite, la durée du prêt doit être indiquée dans la convention, et en fin de mois, l'entreprise prêteuse établit à l'attention de l'entreprise emprunteuse une facture.

4. Comptabilisation

Comptablement, l'entreprise prêteuse comptabilise en charge les salaires et les charges sociales des salariés faisant l'objet d'un prêt de main d'œuvre dans le compte 64 « Charges de personnel ».

La facturation constitue un produit à enregistrer au compte 7084 "Mise à disposition de personnel facturée".

À l'encaissement, le compte 451 "Groupe" est soldé.

451000	Groupe		3 567.30	
7084	Mise à disposition de personnel facturé			3 567.30

Comptablement, l'entreprise emprunteuse, en l'absence de contrat de travail, ne peut inscrire les sommes versées à l'entreprise prêteuse au compte 64 "Charges de personnel". Les sommes versées devront être inscrites au compte 6214 "Personnel détaché ou prêté à l'entreprise".

Au paiement, le compte 451 "Groupe" est soldé.

621400	Personnel détaché ou prêté à l'entreprise		3 567.30	
451000	Groupe			3 567.30

5. Les documents à élaborer

5.1. L'avenant au contrat de travail

Le prêt de main d'œuvre à but non lucratif suppose la conclusion d'un avenant au contrat de travail, signé par le salarié, précisant les mentions obligatoires telles que le travail confié dans l'entreprise emprunteuse, les horaires et le lieu d'exécution du travail, ainsi que les caractéristiques particulières du poste de travail. L'accord du salarié est donc nécessaire.

Un salarié ne peut être sanctionné, licencié ou faire l'objet d'une mesure discriminatoire pour avoir refusé une proposition de mise à disposition.

5.2. La convention de mise à disposition

Le prêt de main d'œuvre à but non lucratif suppose la conclusion d'une convention de mise à disposition d'un salarié entre l'entreprise prêteuse et l'entreprise emprunteuse. Cette convention définit la durée de la mise à disposition, mentionne l'identité et la qualification du salarié concerné, ainsi que le mode de détermination des salaires, des charges sociales et des frais professionnels qui seront facturés à l'entreprise emprunteuse.